



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service des Procédures Environnementales**

**Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement  
Unité Départementale de la Gironde**

### **Arrêté**

**Fixant des prescriptions complémentaires à la société PGS BEYNEL  
pour l'exploitation d' une scierie et une usine de fabrication de palettes en bois  
située sur la commune de Salles**

**Le Préfet de la Gironde  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

**VU** le Code de l'environnement, son titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et son titre VIII du livre Ier relatif aux procédures administratives, notamment ses articles L.512-7-5 et R.512-46-22 et 23 relatifs aux prescriptions complémentaires et modifications ;

**VU** l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2009, modifié notamment par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2018 établissant des prescriptions de fonctionnement, portant autorisation de l'installation classée exploitée par la société PGS Beynel à Salles ;

**VU** le porter-à-connaissance déposé le 26 avril 2024 relatif à l'ajout d'un local de charge ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 18 mars 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 19 novembre 2024 ;

**VU** les observations formulées par l'exploitant par courrier du 25 novembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que la modification portée à la connaissance de l'administration consiste en l'ajout d'un locale de charge, visé par la rubrique 2925 de la nomenclature des installations classées, et soumis à ce titre à déclaration,

**CONSIDÉRANT** que, selon les conclusions du rapport de l'inspection des installations classées du 1, ce projet ne constitue pas une modification substantielle de l'établissement au sens de l'article R.512-46-23 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 23 novembre 2018, afin de prendre en compte les modifications exposées dans le porter-à-connaissance susvisé ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du département de la Gironde.

## ARRÊTE

### Article 1. Objet de l'autorisation

#### Article 1.1. Bénéficiaire de l'autorisation

La société PGS Beynel dont le siège social est sis rue Jacques Beynel, parc Eco Industriel Sylva 21, 33770 Salles est l'exploitant de l'établissement anciennement exploité par « Beynel Manustock » sis Rue Jacques Beynel - Parc Eco Industriel Sylva 21 – CS 40101 - 33770 SALLES

La société PGS Beynel, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté dans son établissement susvisé.

#### Article 1.2. Installations autorisées

Le tableau de classement visé à l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2018 est remplacé par le tableau suivant.

Rubrique ICPE	Nature des activités	Niveau d'activité	Régime de classement
2415	Mise en œuvre de produit de préservation au bois et matériaux dérivés 1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 000 L	Volume de produit : 45,25 m <sup>3</sup> .	E
2940	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/ j	Quantité maximale mise en œuvre : 120 kg <sub>eq</sub> /jour	E
1532	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup>	Volume de bois stocké : 52085 m <sup>3</sup> .	E
2410	Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW.	Puissance totale maximale des machines de travail du bois : 3173 kW	E

2910	<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Chaudière biomasse : 6MW</p> <p>Séchoir au gaz naturel : 1,450 MW</p> <p>Groupe Electrogène de secours pompes incendie : 250 kW</p> <p>Puissance thermique totale maximale : 7,7 MW</p>	DC
2925	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p>	<p>Puissance maximale : 106 kW (pour mémoire)</p>	D

## Article 2. Conformité au dossier

L'établissement est exploité conformément au dossier d'autorisation initial modifié par le ou les porter-à-connaissance subséquents, et notamment le porter-à-connaissance du 26 avril 2024.

## Article 3. Prescriptions particulières applicables à la rubrique 2925

Les installations visées par la rubrique 2925 « ateliers de charge d'accumulateurs électriques » respectent les prescriptions générales de l'arrêté ministériel applicable à cette rubrique.

## Article 4. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R514-3-1 du code de l'environnement**, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par l'exploitant dans un délai de **deux mois** qui suivent la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de **quatre mois** à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) >>

## Article 5. Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

Conformément à l'article **R181-44 du Code de l'environnement**, une copie du présent arrêté sera déposée auprès de la mairie de Salles et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture – [www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)

## Article 6. Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société PGS Beynel.

Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
  - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
  - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
  - Monsieur le Maire de la commune de Salles,
  - Monsieur le sous-Préfet d'Arcachon,
- qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le

24 MARS 2025

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale  
Aurore BONNEC